

23 octobre 2012

Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Les contacts directs Etats-Unis Iran peuvent-ils reprendre ?

La possibilité de voir à l'avenir se nouer un dialogue entre les Etats unis et l'Iran semble ne plus relever de la seule hypothèse. L'actualité de la fin de la semaine dernière a en effet été dominée par la révélation de ce qui ressemble fort à une discrète rencontre bilatérale. En dépit des déclarations contradictoires de Washington et Téhéran, il apparaît qu'une rencontre a bien eu lieu en marge des dernières consultations à 5+1 sur le nucléaire iranien, qui se sont tenues en Turquie au début du mois de juillet.

Le flou est certes entretenu sur le fond de ces conversations et sur la possibilité de les poursuivre. La Maison Blanche a démenti qu'il y ait eu un accord pour organiser une réunion, laissant entendre qu'il s'agissait d'une proposition iranienne ; mais on est manifestement dans la casuistique puisque le porte-parole de la Maison Blanche a précisé qu'il n'y avait pas d'objection de principe pour qu'une rencontre soit organisée à l'avenir.

Le contact qui a eu lieu entre Américains et Iraniens constitue par lui-même un événement d'une portée politique certaine. Depuis une rencontre remontant à 2009, une règle voulait en effet que les contacts avec l'Iran soient limités au cadre du 5+1, excluant de facto les contacts bilatéraux : un tabou vient ainsi d'être brisé.

Les réactions aux Etats Unis sont révélatrices d'une évolution dans les esprits. L'opinion s'interroge en effet sur l'utilité d'un éventuel dialogue, mais elle ne le condamne pas a priori. Le dernier face à face de la campagne électorale entre B. Obama et M. Romney, le 22 octobre, a montré que le candidat républicain ne diffère pas sensiblement de son concurrent démocrate sur la façon d'aborder le dossier iranien et ni la rencontre en Turquie ni la possibilité de reprendre les contacts bilatéraux n'ont d'ailleurs constitué un sujet de discussion. On peut en conclure sans grand risque d'erreur que les républicains ne sont pas hostiles à l'idée d'engager le moment venu une discussion directe avec Téhéran. Le fait de laisser filtrer dans la presse, à la veille du débat de politique étrangère, l'information sur la rencontre organisée en marge de la réunion du 5+1 n'est probablement pas du au hasard.

En Israël, la question n'a pas suscité de véritable opposition. M. Nethanyahou s'est borné à déclarer qu'il n'avait pas connaissance d'une rencontre. Le vice premier ministre M. Yaalon qui est également ministre des affaires stratégiques dans le gouvernement israélien, a été plus nuancé, indiquant qu'« Israël ne s'y oppose pas. Si l'Iran arrête son programme militaire nucléaire à la suite de contacts directs avec les Etats-Unis, nous serons les premiers à nous en féliciter ». L'ancien chef du Mossad, Ephraïm Halevy a expressément partagé ce point de vue.

Israël aurait d'ailleurs mauvaise grâce à se plaindre de M. Obama. Alors que le président américain vient à nouveau de rappeler l'engagement de Washington aux côtés de son allié israélien face à l'Iran, les manœuvres « Austere Challenge » qui constituent le plus grand exercice jamais organisé entre les deux armées et portent sur la défense anti-missile, donc sur la menace iranienne, viennent de débiter. On peut ajouter à cela que l'annonce de nouvelles constructions israéliennes dans la colonie de Gilo, tout autant que le projet d'académie militaire sur le Mont des Oliviers à Jérusalem-est ne semblent pas troubler outre mesure la Maison Blanche.

Les paramètres de la rencontre du mois de juillet tels qu'ils sont apparus au fil des fuites distillées dans la presse américaine laissent à penser que la décision a été prise au plus haut niveau et qu'elle s'inscrit dans une démarche cohérente. L'expert américain qui a participé à l'entretien serait en effet le conseiller pour les armes de destructions massives de la Maison Blanche ; quant à son interlocuteur iranien, il s'agirait d'un diplomate en poste à Ankara et non l'un des membres de la délégation iranienne. Ce dernier détail est important car il signifie l'utilisation d'un canal de communication spécifique avec Téhéran. L'information n'a pas été démentie.

Une rumeur circule également sur internet selon laquelle une Américaine aurait rencontré M. Velayati le 1er octobre, à Qatar. Et cette très discrète rencontre n'aurait pas été la première.

Le précédent de la reconnaissance de la Chine est désormais dans les esprits et non sans raisons. Rompant brutalement avec une position établie, Washington avait accepté à la fin des années 60 d'engager le dialogue avec la Chine de Mao qui représentait, faut-il le rappeler ? un adversaire autrement plus menaçant et plus dangereux que le régime des mollahs.

La situation pourrait en effet se prêter à une initiative. Les sanctions ont fortement affaibli l'Iran et le malaise est de plus en plus visible. Mais n'est-on pas proche du moment où ces mêmes sanctions pourraient, elles aussi, devenir une partie du problème ? Elles pèsent si lourdement sur la population qu'une partie des Iraniens n'a plus accès aux soins et ceci commence à se savoir, pas seulement au Proche Orient. Plus généralement il est difficile de s'y retrouver dans la logique des sanctions : la Suède vient se faire rappeler à l'ordre par Israël qui veut éviter qu'Ericsson ne développe ses activités en Iran avec pour conséquence de laisser la place à un concurrent chinois déjà fournisseur de l'armée iranienne ; en revanche, les exportations américaines s'envolent, certes il s'agit essentiellement de denrées alimentaires. Et le récent attentat commis par des Kurdes contre un gazoduc en Turquie vient opportunément rappeler que le boycott des hydrocarbures iraniens ne s'impose pas à Ankara.

Dans le règlement de la crise syrienne il est de plus en plus clair que l'Iran aura un rôle à jouer. M. Annan l'avait clairement dit et M. Brahimi ne pense pas différemment. Peut-on raisonnablement envisager un tel rôle pour l'Iran sans qu'il y ait également une évolution sur le dossier nucléaire ? Il est probable que l'évidence s'imposera également à Washington.

La balle est désormais dans le camp de Téhéran qui devrait faire un geste pour rendre une rencontre acceptable pour Washington. C'est probablement ainsi qu'il faut comprendre la remarque américaine selon laquelle c'est l'Iran qui aurait proposé une rencontre lors de l'entretien en marge de la réunion du 5+1.

Entre les élections américaines du début novembre et la fin du mandat de M. Ahmadinedjad au mois de juin 2013, le calendrier semble à première vue compliqué pour une initiative ; mais ce calendrier n'est probablement pas de nature à bloquer les choses. Du côté américain, dès lors que l'hypothèse d'une action de force contre l'Iran a été repoussée dans le temps, le dialogue devient une option logique et ce, quel que soit le résultat des élections présidentielles. Du côté iranien, M. Ahmadinedjad qui est en fin de mandat n'est peut-être pas le meilleur partenaire pour une négociation, mais il n'est probablement pas le seul. La question de fond du nucléaire et de la relation avec l'Amérique relève de la hiérarchie religieuse et il n'est un secret pour personne que celle-ci n'est pas satisfaite des options de l'actuel président.

Michel Roche